



29-12-2012

Nouvelles attaques contre les retraites

Le patronat, à travers le MEDEF, poursuit ses attaques contre les retraites sur le niveau des pensions déjà fortement amputées par les réformes précédentes. Que fait le gouvernement ? Loin de s'y opposer il approuve.

Ensemble ils poursuivent le même objectif, ensemble ils s'attaquent aux retraites complémentaires (voir notre article du 21-12), Hollande prépare une nouvelle réforme du système des retraites pour début 2013. Le COR (Conseil d'orientation des retraites) confirme qu'il faudra aller beaucoup plus loin que ce qu'a fait voter Sarkozy.

Augmentation du nombre d'années nécessaires pour y avoir droit, recul de l'âge de départ en retraite, fin de la retraite de base de la sécurité sociale, remplacée par une retraite calculée par référence à une valeur de points, **c'est un recul sans précédent qui se prépare.**

Depuis plus de 20 ans, la casse de notre système de retraite est programmée par tous les gouvernements de droite ou socialiste et ses alliés :

*1991 - M. Rocard sort son livre blanc. Constatant que l'espérance de vie augmente, il préconise une réforme pour résorber le déficit

*1993 - Balladur porte le nombre d'années de cotisations nécessaires dans le secteur privé à 40 ans au lieu de 37ans 1/2 et le calcul de la pension sur la base des 25 meilleures années au lieu des 10 en vigueur.

*1995 - Juppé veut allonger dans la fonction publique la durée de cotisation de 37,5 ans à 40 ans. Le Mouvement social déclenché par les agents SNCF et qui s'est élargi est si fort qu'il doit renoncer à sa réforme.

*2003 - Sarkozy - Fillon alignent la durée de cotisation des fonctionnaires sur celle du privé (40 ans).

*2007 Sarkozy s'attaque aux régimes spéciaux (EGF - GDF - SNCF - RATP) - alignement sur le privé avec un système de surcote/décote - entré en vigueur en 2008

*2010 - loi sur la réforme des retraites portant l'âge légal de 60 à 62 ans d'ici 2018 - durée de cotisation à 41,5 ans d'ici à 2020. Cette réforme est déjà appliquée.

La poursuite de cette destruction se fera inexorablement si nous n'y mettons pas un coup d'arrêt.

Pour cela, la lutte est une obligation incontournable et chaque confédération syndicale à le devoir de proposer une large mobilisation pour des actions coordonnées.

Il faut partout faire grandir les conditions d'une lutte large et de plus en plus forte.

Ensemble nous pouvons éviter une nouvelle casse des retraites. Il faut dire stop.